



# Déclarations et Discours

N° 84/15

## RESSERRONS NOS LIENS AVEC LA FRANCE

Notes pour une allocution de M. James Kelleher, ministre du commerce extérieur, devant la Chambre de commerce France-Canada, à Paris, le 5 décembre 1984.

La Chambre de commerce France-Canada est une des pierres angulaires du nouvel esprit de collaboration régnant entre nos deux pays, esprit qui découle directement de la visite qu'a effectuée au Canada le mois dernier votre premier ministre, M. Fabius.

Je sais que M. Fabius a été précédé chez nous par certains des membres de votre Chambre et que leur visite les a menés, de l'Atlantique au Pacifique, dans neuf villes canadiennes. Cette initiative s'inscrit d'ailleurs, actuellement, parmi beaucoup d'autres dans le cadre des rapports qu'entretiennent la France et le Canada. J'ai eu l'honneur de rencontrer hier M. Jean Pineau, coprésident du Comité des gens d'affaires France-Canada, organisme qui s'est penché sur les moyens d'accroître nos relations bilatérales. J'ai été fort encouragé par le rapport qu'il m'a fait des travaux du Comité.

Je suis, pour ma part, le deuxième ministre à visiter Paris en une semaine. Mon collègue, Robert de Cotret, président du Conseil du Trésor, était ici la semaine dernière pour des entretiens avec des représentants du monde des affaires et je crois, d'ailleurs, qu'il a rencontré certains d'entre vous.

Toute cette activité n'est pas le fruit du hasard. Lors de leur réunion le mois dernier, nos deux premiers ministres ont pris la décision de donner ce que M. Fabius a appelé « un nouvel élan » à nos relations — politiques, culturelles et évidemment commerciales.

L'importance de cette décision ne saurait être exagérée. Pour reprendre les mots du premier ministre Mulroney au dîner d'État donné en l'honneur du premier ministre Fabius, « il ne suffit pas de constater l'existence de ces liens indéfectibles que l'histoire et la culture ont forgés entre nous. Il importe de leur donner vie et de les traduire en réalités d'État. »

Et le premier ministre d'ajouter : « Nous croyons que tout engage nos deux pays à emprunter ensemble la voie d'une croissance qui leur est promise. Mais cette voie, elle passe inévitablement par une rencontre technologique, scientifique et économique. ... nous n'aurons pas assumé notre culture commune si nous n'en assurons pas les assises et le prolongement économiques. Dans cette perspective, l'intensification de nos échanges commerciaux est d'une impérieuse nécessité. »

J'aimerais explorer avec vous certaines des voies qui, à mon avis, nous permettraient de consolider nos relations commerciales. Toutefois, il serait peut-être utile, avant d'aller plus loin, que je vous donne une idée des priorités du gouvernement que je représente.

Pour parler le langage des affaires, disons que le « conseil d'administration » a changé. Nous avons reçu